



Assemblée générale

Distr.: Limitée
4 octobre 2002

Français
Original: Anglais

**Comité spécial chargé de négocier
une convention contre la corruption**
Troisième session
Vienne, 30 septembre-11 octobre 2002
Point 3 de l'ordre du jour
**Examen du projet de convention des Nations Unies
contre la corruption, l'accent étant mis en particulier
sur les articles 1^{er} à 39**

Propositions et contributions

Proposition présentée par le Président¹

Article 14

Il est proposé de modifier comme suit l'article 14:

"Article 14

*Mesures de lutte contre le blanchiment d'argent [provenant de la corruption]*²

1. Chaque État Partie:

a) Institue un régime interne complet de réglementation et de contrôle des banques et institutions financières non bancaires [ainsi que des personnes physiques ou morales exerçant des activités professionnelles ou économiques, y compris les organisations à but non lucratif]³ [des personnes physiques ou morales qui fournissent des services formels ou informels pour le transfert d'argent ou de fonds]⁴ ainsi que, le cas échéant, des autres entités

¹ Cette proposition a été présentée à l'issue d'un débat initial, au cours duquel plusieurs délégations ont exprimé le souhait d'utiliser le texte de l'article 7 de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée (la "Convention contre la criminalité organisée") (résolution 55/25 de l'Assemblée générale, annexe I). Elle se fonde donc sur cet article, auquel des modifications ou des ajouts ont été apportés entre crochets.

² Texte proposé par le Liban.

³ Changement qui a été apporté au texte de l'article 7 de la Convention contre la criminalité organisée et qui figurait dans le projet d'article 14 du document A/AC.261/3/Rev.1.

⁴ Texte proposé par les États-Unis d'Amérique.



particulièrement exposées au blanchiment d'argent, dans les limites de sa compétence, afin de prévenir et de détecter [les mécanismes de blanchiment d'argent]⁵ toutes formes de blanchiment d'argent, lequel régime met l'accent sur les exigences en matière d'identification des clients [ou des propriétaires réels]⁶, d'enregistrement des opérations et de déclaration des opérations suspectes [ou inhabituelles]⁷ [et de vérification de la légitimité de l'origine]⁸;

b) S'assure, sans préjudice de l'article [...] [Entraide judiciaire] de la présente Convention, que les autorités administratives, de réglementation, de détection et de répression et autres, chargées de la lutte contre le blanchiment d'argent (y compris, quand son droit interne le prévoit, les autorités judiciaires) sont en mesure de coopérer et d'échanger des informations aux niveaux national et international, dans les conditions définies par son droit interne et, à cette fin, envisage la création d'un service de renseignement financier qui fera office de centre national de collecte, [de compilation]⁹ d'analyse et [, le cas échéant,]¹⁰ de diffusion d'informations [tirées des déclarations d'opérations suspectes ou inhabituelles]¹¹ concernant d'éventuelles opérations de blanchiment d'argent.

2. Les États Parties envisagent de mettre en œuvre des mesures réalisables de détection et de surveillance du mouvement transfrontière d'espèces et de titres négociables appropriés, sous réserve de garanties permettant d'assurer une utilisation correcte des informations et sans entraver d'aucune façon la circulation des capitaux licites. Il peut être notamment fait obligation aux particuliers et aux entreprises de signaler les transferts transfrontières de quantités importantes d'espèces et de titres négociables appropriés.

[3. Les États Parties envisagent de mettre en œuvre des mesures réalisables pour exiger des institutions financières, y compris des sociétés de transfert de fonds:

i) Qu'elles consignent dans les formulaires et les messages concernant les transferts électroniques de fonds des informations exactes et utiles sur le donneur d'ordre;

ii) Qu'elles conservent ces informations tout au long de la chaîne de paiements; et

⁵ Changement qui a été apporté au texte de l'article 7 de la Convention contre la criminalité organisée et qui figurait dans le projet d'article 14 du document A/AC.261/3/Rev.1.

⁶ Texte proposé par la Suisse.

⁷ Changement qui a été apporté au texte de l'article 7 de la Convention contre la criminalité organisée et qui figurait dans le projet d'article 14 du document A/AC.261/3/Rev.1.

⁸ Texte proposé par le Pakistan.

⁹ Changement qui a été apporté au texte de l'article 7 de la Convention contre la criminalité organisée et qui figurait dans le projet d'article 14 du document A/AC.261/3/Rev.1.

¹⁰ Changement qui a été apporté au texte de l'article 7 de la Convention contre la criminalité organisée et qui figurait dans le projet d'article 14 du document A/AC.261/3/Rev.1.

¹¹ Changement qui a été apporté au texte de l'article 7 de la Convention contre la criminalité organisée et qui figurait dans le projet d'article 14 du document A/AC.261/3/Rev.1.

iii) Qu'elles exercent une surveillance accrue des transferts de fonds non accompagnés d'informations complètes sur le donneur d'ordre.]¹²

4. Lorsqu'ils instituent un régime interne de réglementation et de contrôle aux termes du présent article, et sans préjudice de tout autre article de la présente Convention, les États Parties sont invités à prendre pour lignes directrices les initiatives pertinentes prises par les organisations régionales, interrégionales et multilatérales pour lutter contre le blanchiment d'argent.

5. Les États Parties s'efforcent de développer et de promouvoir la coopération [et l'assistance technique]¹³ mondiale[s], régionale[s], sous-régionale[s] et bilatérale[s] entre les autorités judiciaires, les services de détection et de répression et les autorités de réglementation financière en vue de lutter contre le blanchiment d'argent.”

¹² Texte proposé par les États-Unis d'Amérique.

¹³ Texte proposé par le Pakistan.